



L'Égypte, l'Arabie saoudite et la Turquie s'intéressent aux BRICS

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 18 juillet 2022

[Observateur continental](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Amérique latine & Caraïbe](#), [Asie](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#)

Les prévisions quant au fait que de nombreux pays, y compris longtemps liés à l'Occident, regardent de plus en plus en direction des grandes puissances non-occidentales et des organisations d'intégration correspondantes, avancent dans la voie de la concrétisation. Le concept des BRICS+ semble inévitablement prendre son envol.

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) s'attendent à ce que l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Turquie puissent rejoindre le groupe dans un avenir proche, [écrit Middle East Monitor](#). Cette information est rapportée via Purnima Anand, présidente du Forum international des BRICS.

Cela alors même que tout récemment l'Iran et l'Argentine avaient déjà exprimé le [désir d'intégrer](#) la grande organisation internationale, représentant pratiquement la moitié de la population mondiale, plus d'un quart du PIB du monde, et 4 des 10 principales économies mondiales en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat. Le tout également au moment où l'Occident ne cache désormais plus son inquiétude quant à la montée en puissance de ladite alliance et son orientation de plus en plus anti-occidentale.

Purnima Anand a par ailleurs déclaré que la Chine, la Russie et l'Inde avaient déjà abordé la question de l'élargissement des BRICS en lien avec les pays mentionnés lors du 14^{ème} Sommet de l'organisation, qui s'est tenu le mois dernier. «Tous ces pays ont manifesté leur intérêt à adhérer et se préparent à postuler pour l'adhésion. Je pense que c'est une bonne étape, car l'élargissement est toujours perçu positivement. Cela augmentera clairement l'influence des BRICS dans le monde».

Elle a également ajouté que l'adhésion de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et de la Turquie pourrait ne pas avoir lieu au même temps pour les trois concernés. De son côté Li Kexin, directeur général du Département des affaires économiques internationales du ministère chinois des Affaires étrangères, avait précédemment indiqué que plusieurs pays «frappaient aux portes» de l'organisation, dont l'Indonésie, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Égypte et l'Argentine, notamment.

En parlant maintenant des perspectives de l'élargissement des BRICS et du concept BRICS+, il est à noter qu'*Observateur Continental* avait déjà [abordé](#) récemment cette question. En ce qui concerne plus précisément les cas de l'Égypte, de la Turquie et de l'Arabie saoudite - il serait correct de les analyser brièvement au cas par cas.

L'Égypte est actuellement la 22^{ème} [économie mondiale](#) (juste derrière l'Iran) et la première en Afrique en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat. Sur le plan du PIB nominal, le pays des pharaons est classé 35^{ème} à l'échelle mondiale et deuxième sur le continent africain (derrière le Nigéria). Le pays est par la même occasion la 12^{ème} [puissance militaire](#) du monde en 2022 – première d'Afrique et du monde arabe. Le Caire peut également se vanter d'avoir des relations développées avec la Chine et la Russie, notamment, confirmant le fait d'être un membre potentiel intéressant pour les BRICS.

En ce qui concerne l'Arabie saoudite et la Turquie – ce sont des cas effectivement particuliers et également intéressants. La première étant la 17^{ème} économie mondiale en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat (18^{ème} en termes de PIB nominal). Longtemps considérée comme l'un des deux principaux alliés de Washington au Moyen-Orient (avec Israël), Riyad a engagé néanmoins récemment une orientation stratégique intéressante et axée sur la multipolarité. A l'instar des Emirats arabes unis, autre pays de la région longtemps considéré comme un allié de l'Occident, l'Arabie saoudite a [souhaité](#) préserver la coopération avec Moscou sur les questions énergétiques et géopolitiques, malgré les pressions washingtoniennes.

Quant à ses relations avec la Chine, l'Etat saoudien, au-delà d'être l'un des deux principaux (avec la Russie) fournisseurs de pétrole à Pékin, étudiait par la même occasion la possibilité de recevoir les paiements chinois pour le brut saoudien – en yuans. Une réalité fort déplaisante pour Washington. La suite dépendra bien évidemment de la capacité de Riyad à poursuivre l'éloignement de l'axe anglo-saxon en privilégiant celui de la multipolarité. Quant aux relations avec l'Iran, ayant déjà débuté la procédure d'adhésion en qualité de membre de plein droit au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et souhaitant rejoindre également les BRICS, la plateforme internationale pro-multipolaire pourrait être d'ailleurs l'occasion de normaliser les relations. A suivre donc.

Pour ce qui est de la Turquie, 11^{ème} puissance économique mondiale en termes de PIB à parité du pouvoir d'achat et 13^{ème} puissance militaire du monde, seul l'avenir pourra dire si l'orientation en faveur de l'axe de la multipolarité sera privilégiée par le leadership turc. Etant membre de l'Otan, et le deuxième effectif armé du bloc atlantiste, Ankara a néanmoins explicitement refusé à se joindre aux sanctions contre la Russie, partenaire économique-commercial stratégique du pays, malgré les innombrables [pressions](#) de l'establishment washingtonien et occidental.

Et plus que cela a clairement choisi la voie d'accroître encore plus les échanges avec Moscou. Dans l'état actuel des choses, il est encore trop tôt de dire si la Turquie pourra intégrer pleinement les BRICS. Néanmoins et dans un avenir multipolaire post-occidental – rien ne sera impossible.

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca